

vèrent un à un. ils saluèrent d'acclamations Lamartine : il les avait formés. Ces enfants l'aimaient comme une figure vue et entendue les premiers jours de la révolution, comme leur créateur et leur patron depuis dans le gouvernement.

XX.

Cependant des messages nombreux envoyés par Lamartine aux écoles, aux banlieues, aux ouvriers des carrières de Belleville, au Panthéon, allaient presser l'arrivée des bons citoyens. D'autres messages venant du Champ-de-Mars rapportaient que l'armée des insurgés défilait déjà en colonne immense sur le quai de Chaillot. On n'entendait nulle part battre le rappel. Lamartine, inquiet de l'hésitation dont il avait été témoin à l'état-major, communiqua ses inquiétudes au général Changarnier et à M. Marrast. Tous les trois convinrent de faire donner de nouveaux ordres par le maire de Paris. Ces ordres écrits par M. Marrast partirent et furent surabondamment exécutés partout. On a dit que des contre-ordres avaient été donnés après le départ de Lamartine des Tuileries, et que de là dérivait la lenteur avec laquelle ce rappel avait été battu dans différents quartiers et la nécessité des nouveaux ordres envoyés par M. Marrast de l'Hôtel de Ville. Quoi qu'il en soit, les citoyens volaient de toutes parts aux armes.

Lamartine, certain désormais que le ministre de l'intérieur lui-même avait donné cet ordre et engagé sa responsabilité dans la cause de l'unité et de l'intégrité du gouvernement, adopta politiquement pour mot d'ordre de la journée et de toutes ses harangues aux troupes, aux députations, au peuple armé qui accourait sur la place, l'unité du gouvernement. Le gouvernement déchiré en deux à onze jours des élections lui paraissait déchirer l'unité de l'élection et l'unité de la République elle-même. Il étouffa ses ressentiments et ses ombrages dans son cœur pour ne faire entendre que le cri de la concorde apparente ou réelle entre toutes les parties de l'opinion républicaine. Le brave Château-Renaud étant entré à l'Hôtel de Ville à la tête d'une colonne de volontaires armés, qui appelaient à grands cris Lamartine dans la cour pour les passer en revue, il descendit suivi de Payer et leur parla :

« Citoyens, leur dit-il, on avait annoncé aujourd'hui au gouvernement provisoire un jour de danger pour la République; nous étions sûrs d'avance que ce jour de danger serait un jour de triomphe pour la patrie et pour l'ordre. Je sais, par une expérience récente, et je puis le reconnaître au visage de plusieurs d'entre vous, à l'énergie à la fois intrépide et modérée qui forme le fond du cœur des citoyens armés de la capitale, que nous pouvions compter sur eux.

« la France qui se résume momentanément dans
 « le gouvernement, n'a pas besoin d'une autre
 « garde, d'une autre armée que cette armée volon-
 « taire, spontanée qui se forme d'elle-même, non
 « pas au premier coup de tambour, car vous étiez
 « armés avant le rappel, mais qui se forme d'elle-
 « même à la première rumeur du danger pour la
 « patrie et pour l'ordre public.

« Citoyens, le gouvernement provisoire tout en-
 « tier doit être aujourd'hui le mot d'ordre de la
 « population armée et désarmée de Paris : car c'est
 « contre l'intégrité, contre l'indivisibilité du gou-
 « vernement provisoire que le mouvement contre
 « lequel vous êtes venus nous former un rempart
 « de vos poitrines avait, dit-on, été conçu.

« On espérait, au moyen de ces divisions sus-
 « citées entre nous, diviser la patrie comme le
 « gouvernement. aucune division possible n'existe
 « entre ses membres. Si quelques différences d'opi-
 « nions, comme il s'en trouve naturellement dans
 « les grands conseils d'un pays peuvent s'y ren-
 « contrer en administration, l'unité existe dans le
 « même amour de la République, dans le même
 « dévouement qui les anime envers Paris et la
 « France !

« Cette union est le symbole de celle de tous les
 « citoyens !

« Permettez-moi de vous offrir, non pas en mon

« nom, mais au nom de l'unanimité de mes col-
 « lègues, les remerciements profondément sentis,
 « non pas du gouvernement provisoire, mais de la
 « France tout entière pour qui ce jour eût été un
 « jour de calamité et de guerre civile, si le gouver-
 « nement s'était divisé, et qui, grâce à votre éner-
 « gie, sera pour elle le jour du triomphe définitif
 « et pacifique de ces nouvelles institutions, que
 « nous voulons remettre inviolables et entières à
 « l'Assemblée nationale qui sera elle, l'unité su-
 « prême de la patrie. — Vive la République !

« Citoyens, encore un mot !

« A l'époque de la première République, il y eut
 « un mot fatal qui perdit tout, et qui conduisit les
 « meilleurs citoyens à s'entre-déchirer en se mé-
 « connaissant les uns les autres. Ce mot, c'était la
 « défiance. et cependant cette défiance était expli-
 « quée alors par la situation de la patrie menacée
 « par une coalition au dehors, et par les ennemis
 « qu'elle avait au dedans.

« Aujourd'hui que la seule proclamation de nos
 « principes de démocratie fraternelle et de respect
 « aux nationalités a ouvert dans toute l'Europe
 « l'horizon de la France et a fait tomber les peuples
 « dans notre amitié au lieu de tomber dans notre
 « sang ; aujourd'hui que la République est acceptée
 « partout sans opposition à l'intérieur, et promet à
 « tous propriété, sécurité, liberté, il n'y a qu'un

« seul mot qui corresponde à cette situation, et ce
 « mot, c'est confiance! Inscrivez ce mot sur vos
 « drapeaux et dans vos cœurs! que ce soit le mot
 « d'ordre entre tous les citoyens et entre toutes les
 « parties de l'empire, et la République est sauvée.

« Le gouvernement provisoire vous en donne
 « l'exemple dans la confiance méritée que chacun
 « de nous porte à ses collègues et qu'il en reçoit à
 « son tour! Il en donne aujourd'hui la preuve en
 « refusant à tout prix de se désunir, de se séparer
 « d'aucun des membres qui font sa force dans son
 « unité. L'indivisibilité du gouvernement provisoire
 « doit être ainsi la conquête civique de cette jour-
 « née. Paris et les départements, rassurés sur la
 « force du gouvernement et sur l'attachement que
 « vous lui portez, s'uniront comme vous et comme
 « nous pour le salut de la République et remet-
 « tront intact à l'Assemblée nationale le dépôt de
 « la patrie que le peuple du 24 Février a remis
 « entre vos mains.

« Cette confiance que je vous recommande,
 « citoyens, c'est le cri, c'est le sentiment que j'ai
 « entendu sortir tous les jours du combat, ici
 « même, sur cet escalier, dans ces cours, de la
 « bouche des blessés pendant la lutte du peuple et
 « du trône d'où pouvait sortir l'anarchie du peu-
 « ple! Oui, je l'ai entendu sortir de la bouche de
 « ceux qui expiraient ici pour la République, et

« qui semblaient vouloir nous léguer ainsi dans
 « cette recommandation suprême le mot sauveur
 « de la République nouvelle et de la patrie. »

XXI.

Ces paroles firent jaillir un cri unanime de dévouement de toutes les marches d'escaliers, de toutes les cours, de toutes les galeries de l'Hôtel de Ville. La victoire était dans ce cri. Lamartine le retrouva pendant deux heures sur les lèvres de tous les groupes de citoyens volontaires, d'ouvriers, de gardes mobiles, d'élèves des écoles qu'il harangua successivement trente ou quarante fois dans ce moment suprême. Il affecta toujours de comprendre le gouvernement provisoire tout entier dans ses allocutions et de détruire ainsi d'avance tous les germes de division qui pouvaient naître de cette journée. Il le fit pour enlever tout prétexte à la guerre civile et aux récriminations qui pouvaient l'amener. L'enthousiasme pour lui était si brûlant et si unanime ce jour-là dans les bataillons, dans le peuple et dans les corps de volontaires qui accouraient au palais et sur la place, que s'il eût dénoncé un complot et demandé lui-même vengeance, épuration ou dictature, on l'aurait suivi où il aurait marché. Mais en avouant des divisions et en livrant alors ses collègues aux soupçons du peuple, il ne

se dissimulait pas qu'il aurait trahi la République et déchiré sa patrie.

Cependant d'une fenêtre de l'Hôtel de Ville il regardait la place sans savoir encore lesquels arriveraient les premiers et en plus grande masse, des bataillons de la garde nationale ou des rassemblements du Champ-de-Mars.

Une colonne d'environ vingt-cinq ou trente mille têtes conduite par les clubistes les plus forcenés et par quelques chefs socialistes venait de déboucher par le pont Royal et de se heurter contre une colonne nombreuse de gardes nationaux que le général Courtais avait placée en bataille sous les murs du Louvre. On n'en était pas venu aux mains, mais la mêlée avait été tumultueuse; des regards, des cris, des gestes hostiles avaient été échangés. La garde nationale avait laissé passer les insurgés, et s'était contentée de les couper et de les suivre dans leur procession vers l'Hôtel de Ville. C'étaient deux armées marchant sur la même ligne en silence et comme pour s'observer mutuellement. Déjà les premiers groupes de cette colonne du Champ-de-Mars, précédés de drapeaux et de quelques hommes en bonnets rouges, commençaient à déboucher lentement du quai sur la place de Grève.

A ce moment une forêt de baïonnettes étincela de l'autre côté de la Seine à l'extrémité du pont Saint-Michel. C'étaient trente ou quarante mille

gardes nationaux de la rive gauche du fleuve accourant au pas de charge à l'appel de Lamartine et de Marrast. La largeur du pont ne pouvait suffire à les dégorger. Ils se précipitèrent en colonne serrée sur la place au cri de vive la République! vive le gouvernement! Ils barrèrent le quai aux vingt ou trente mille insurgés. ceux-ci restèrent immobiles indécis et consternés à l'angle de la place de Grève, ne pouvant ni avancer ni reculer ni recevoir par derrière leurs renforts du Champ-de-Mars, interceptés par les légions sous les armes depuis les Champs-Élysées jusqu'à l'extrémité du quai Lepelletier. Les légions de la rive gauche se rangèrent en bataille sur la place. Les légions de la banlieue, de Belleville, de Bercy, du faubourg du Temple, du faubourg Saint-Antoine, et de toutes les rues de la rive droite arrivèrent au même moment par tous les quais et par toutes les embouchures des grandes artères de Paris, au pas de course, aux cris d'enthousiasme. Ces légions inondèrent de torrents de baïonnettes toutes les rues et toutes les places depuis l'Arsenal jusqu'au Louvre. En trois heures Paris armé était debout. Non-seulement la victoire des conspirateurs n'était plus possible; mais l'attaque même était insensée.

Lamartine remercia le général Changarnier, désormais inutile. Il le pria d'aller informer sa femme du triomphe des bons citoyens et de la ré-

surrection de la force publique; problème jusque-là, certitude maintenant.

Le général Duvivier était à cheval sur la place, au milieu de tous ses bataillons de garde mobile qu'il avait amenés. Deux heures se passèrent ainsi dans un imposant silence, comme s'il eût suffi à la garde nationale de montrer au soleil ses deux cent mille baïonnettes pour confondre toute pensée de conspiration et d'anarchie.

Lamartine, seul membre du gouvernement présent avec Marrast jusqu'à quatre heures, reçut les députations de tous ces corps et les harangua tantôt des fenêtres, tantôt dans les cours, et sur les perrons des escaliers. Les vingt mille insurgés du Champ-de-Mars engagés à l'extrémité des quais défilèrent tristement au milieu des huées du peuple, entre les rangs de la garde nationale pour aller se perdre dans leurs clubs déconcertés.

Deux cent mille baïonnettes défilèrent ensuite devant l'Hôtel de Ville au cri de vive Lamartine! à bas les communistes!

Une députation d'ouvriers du Champ-de-Mars fut introduite après le défilé dans l'intérieur, sous prétexte de faire hommage d'une contribution patriotique. M. Buchez et ses collègues leur adressèrent des paroles sévères. Lamartine ne leur parla pas: il était occupé en ce moment dans la salle du conseil à écrire quelques ordres aux gardes nationaux de la

banlieue pour la sûreté de la nuit. Il vit entrer ses deux collègues Louis Blanc et Albert. il continua à écrire sans les saluer. il les entendit murmurer contre l'omnipotence de ceux qui avaient, sans délibération concertée, et de leur seule autorité, fait battre le rappel, repoussé une manifestation du peuple, évoqué la garde nationale, adressé des paroles dures et sévères à une députation. Lamartine irrité ne pouvait se dissimuler contre qui étaient dirigés ces murmures. Il se retourna, jeta la plume, se leva, et s'approchant de ses deux collègues, il leur répondit pour la première fois avec fierté et avec une colère mal contenue. Les deux membres de la minorité se retirèrent et allèrent porter leurs plaintes à MM. Buchez et Recurt dans une autre salle. Lamartine après avoir pourvu à la sûreté de la nuit par ses ordres aux légions, sortit par une porte dérobée de l'Hôtel de Ville pour échapper à une ovation de la garde nationale et du peuple. le visage caché par son manteau il s'enfonça dans les petites rues tortueuses et désertes qui serpentent derrière le Palais. On lui amena une voiture de place. Il y monta sans se faire connaître, et ordonna au cocher de le conduire rue de la Chaussée-d'Antin, où sa femme attendait l'issue de la journée.

Cinq fois dans ce trajet la voiture dans laquelle il était caché fut arrêtée aux débouchés de la

rue Saint-Antoine, de la rue du Temple, de la rue Saint-Denis, de la rue Saint-Martin, de la rue Montmartre par des colonnes de dix à vingt mille hommes de garde nationale, les uns en uniforme, les autres en costume d'ouvriers, tous armés, qui ébranlaient sous leurs pas cadencés le pavé des rues. Ces colonnes passaient en alternant un majestueux silence avec des cris poussés à intervalles égaux de *vive la République! vive Lamartine, à bas les communistes!* ces corps d'armée sortis de chaque seuil, rassuraient les regards des citoyens, des femmes et des enfants pressés sur les portes et aux fenêtres. Ils étaient loin de se douter que l'homme dont ils élevaient ainsi le nom jusqu'aux nues comme un cri national, entendait ces cris du fond de cette voiture fermée dont ils interceptaient le passage.

Lamartine ne put rejoindre sa femme qu'à la fin du jour. Ce fut le plus beau jour de sa vie politique. Les factions étaient plus que vaincues, elles étaient découragées. Le peuple avait dit son mot. Ce mot était le présage de celui que la nation allait redire aux élections. Paris s'était levé sous les armes, sans distinction de classe ou de fortune, et ces armes s'étaient unies en faisceaux unanimes pour protéger la République, le gouvernement modéré, l'ordre, la propriété, la civilisation.

Le monde social était retrouvé.

XXII.

Les membres de la majorité du gouvernement avaient passé cette grande journée en permanence à l'hôtel des finances, afin de pourvoir aux éventualités et de ne pas être enlevés du même coup de parti. Ils se réunirent pour prendre leur repas ensemble le soir à dix heures chez le ministre de la justice, M. Crémieux. Ils s'embrassèrent comme des naufragés qui ont retrouvé le bord.

Pendant le repas, des députations de gardes nationaux des légions à qui le jour n'avait pas suffi pour défilé devant l'Hôtel de Ville vinrent leur demander de défilé aux flambeaux sur la place de Grève. ils y consentirent et s'y rendirent. Lamartine seul, accablé de lassitude et épuisé de voix, ne s'y rendit pas.

Les légions dont quelques-unes ne comptaient pas moins de vingt-cinq et trente mille hommes sous les armes, parcoururent Paris une partie de la nuit, aux cris de *vive Lamartine! à bas les communistes.* Aucun désordre n'attrista ce réveil du vrai peuple. La sécurité rentrait avec ce cri dans la demeure et dans l'esprit des citoyens. Les clubs communistes et démagogiques furent consternés, déserts, muets. Quelques groupes d'enfants, écho toujours dépravé des voix populaires, allèrent vociférer des